

COP30 : la santé a enfin trouvé sa place dans les discussions climatiques

La COP30 organisée par le Brésil s'est achevée le 22 novembre, laissant un net sentiment d'inachevé. Mais s'il est un thème qui a gagné en puissance cette année, c'est bien celui de la santé, porté avec force par le ministère brésilien de la Santé et l'Organisation Mondiale de la Santé.

Cette mobilisation a abouti au [Plan d'action de Bélem pour la santé](#), une feuille de route visant à accélérer l'adaptation des systèmes de santé aux impacts du changement climatique, un sujet jusqu'ici encore peu abordé dans le cadre de la CCNUCC¹. Sa publication s'accompagne d'un [rapport spécial de l'OMS sur le climat et la santé](#), qui rassemble preuves scientifiques, études de cas et recommandations clés pour transformer ces ambitions en actions concrètes.

Faire de la santé un enjeu central des politiques climatiques

À travers ses différentes lignes d'action, le Belém Health Action Plan (BHAP) appelle les acteurs à placer la santé au cœur des politiques climatiques, en particulier des politiques d'adaptation, avec pour objectif de favoriser l'équité en santé et la protection des populations les plus vulnérables.

Le plan invite à renforcer les systèmes d'information et de surveillance climatique et sanitaire pour renforcer les capacités de détection des événements extrêmes, anticiper leurs impacts sur la santé et prévenir l'émergence de maladies liées au climat.

Il met également l'accent sur le renforcement des systèmes de santé face aux risques climatiques, en soulignant l'importance d'infrastructures, de produits et de services véritablement résilients au changement climatique.

Afin de guider les efforts, l'OMS invite les États à dédier 7% des financements nécessaires à l'adaptation directement à la santé, ce qui permettrait d'atteindre la cible de 11,1 milliards de dollars annuels nécessaires pour financer l'adaptation sanitaire selon l'UNEP².

L'ombre au tableau : l'impasse de la mise en oeuvre

Parmi les États ayant choisi d'endosser volontairement ce plan figurent notamment l'Union européenne, la France, l'Espagne, la Zambie, le Canada, le Royaume-Uni ou encore la Malaisie. Tous devront rendre compte de leurs avancées lors du prochain Global Stocktake, prévu à la COP33 en 2028.

¹ Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

² À noter que cette estimation est sous-estimée par rapport à l'ensemble des impacts sanitaires du changement climatique, tels que les maladies respiratoires, la malnutrition ou encore la santé mentale.

Mais l'implémentation du plan reste entourée d'incertitudes : aucun mécanisme contraignant n'en garantit l'application. Son lancement ne s'est pas non plus accompagné d'engagements financiers de la part des États signataires pour soutenir l'adaptation des systèmes de santé. Seule une [coalition philanthropique](#) a annoncé une enveloppe de 300 millions de dollars, bien loin des 26,8 à 29,4 milliards de dollars annuels estimés par la CCNUCC pour l'adaptation des systèmes de santé.

À cela s'ajoute une critique majeure de la COP30 : l'incapacité des États à s'accorder sur une sortie progressive des énergies fossiles. Au-delà d'un échec pour la lutte contre le réchauffement climatique, cette absence de progrès constitue une menace directe pour la santé de tous.tes.

Pour une adaptation efficace, la France devra renforcer ses efforts

Malgré son soutien lors de la COP et les discours internationaux, la France semble encore loin d'une mise en œuvre effective du plan d'action de Belém. Concrètement, les systèmes d'information sanitaire n'intègrent à ce jour pas pleinement les données environnementales et le financement dédié à l'[adaptation sanitaire](#) demeure opaque et insuffisant.

De plus, les infrastructures hospitalières et les chaînes d'approvisionnement restent vulnérables aux événements extrêmes. Une [étude](#) récente (2023) montre qu'en Europe, dont la France, le risque de dommage aux infrastructures hospitalières a augmenté de 27% depuis 1990.

Il est temps de transformer les engagements internationaux en protections réelles pour les populations face aux impacts sanitaires du changement climatique.